

# CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN BOURGOGNE- FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 13 février 2023

En cette fin d'année 2022, l'activité résiste au niveau national et régional malgré les tensions sur la production qui persistent et l'augmentation des prix. En Bourgogne-Franche-Comté, l'emploi salarié permanent progresse au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 et l'emploi intérimaire rebondit nettement. Le taux de chômage se stabilise à un niveau faible ce trimestre. Au 4<sup>e</sup> trimestre, la demande d'emploi de catégorie A diminue.

Dans la région, les enquêtes de conjoncture restent relativement bien orientées en ce début 2023 et les perspectives sont optimistes. Toutefois, les difficultés liées à l'augmentation des prix de l'énergie restent importantes et affectent certains secteurs plus que d'autres. L'industrie est particulièrement exposée à l'augmentation des prix de l'énergie, en particulier les branches de la chimie, du papier-carton, ou encore de la métallurgie qui sont particulièrement présentes dans la région.

1

## ► L'ACTIVITÉ CONTINUE DE RALENTIR AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2022

Le produit intérieur brut (PIB) français en volume ralentit de nouveau au 4<sup>e</sup> trimestre (+0,1 % après +0,2 %). La consommation des ménages recule nettement ce trimestre (-0,9 % après +0,5 %). En particulier la consommation alimentaire, en repli depuis quatre trimestres, baisse plus fortement fin 2022 : -2,8 % après -1,2 %. La consommation d'énergie diminue nettement (-5,5 %), en raison des températures clémentes et des efforts de sobriété énergétique. Après avoir fortement augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre, l'investissement continue de progresser mais sur un rythme plus modéré. Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance en raison d'un recul plus important des importations par rapport aux exportations. Les exportations de produits manufacturés baissent, en particulier dans la fabrication de matériels de transport.

### L'ACTIVITÉ RÉSISTE DANS LA RÉGION

Dans la région, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France<sup>1</sup>, la production industrielle diminue légèrement en décembre 2022. La fabrication de matériels de transports et la fabrication d'équipements et de machines sont les secteurs où la production recule le plus fortement. Cependant, les stocks de produits de finis deviennent excédentaires dans la plupart des secteurs et les difficultés d'approvisionnement s'atténuent en cette fin d'année 2022. La hausse des prix se stabilise.

Le climat des affaires dans les services marchands progresse de nouveau, en particulier dans l'hébergement et la restauration. Les difficultés de recrutement sont présentes dans la plupart des secteurs.

L'activité dans la construction ralentit. Les prix continuent d'augmenter mais moins fortement.

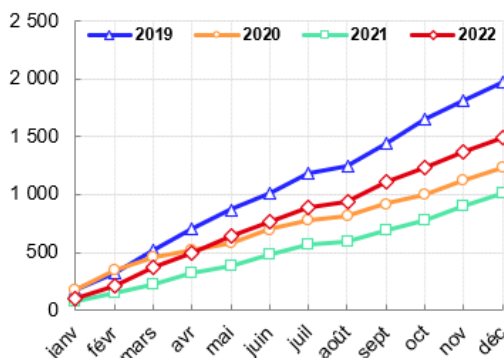
<sup>1</sup> « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, janvier 2023.

## LE NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU PLUS HAUT DEPUIS 2020

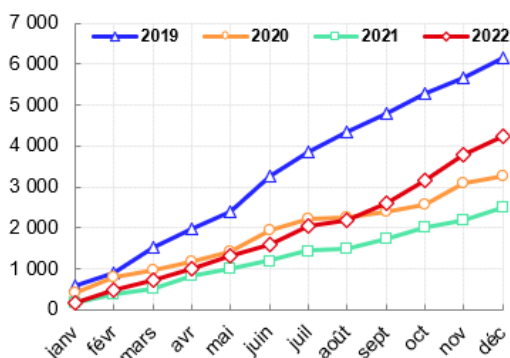
Le nombre de défaillances d'entreprises augmente depuis le début de l'année 2022, il est désormais plus élevé qu'en 2020. Sur l'ensemble de l'année 2022, près de 1 500 procédures collectives ont été ouvertes dans la région (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire directe) contre un peu plus de 1 000 en 2021 et 1 200 en 2020. Le nombre d'emplois menacés est lui aussi supérieur aux deux années précédentes : un peu plus de 4 200 salariés travaillent dans une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective contre 2 500 en 2021 et près de 3 300 en 2020.

### Procédures collectives RJ ou LJ directe

Ouvertures de procédures collectives - cumul



Emplois menacés - cumul mensuel



\* Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. S'il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra s'il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.

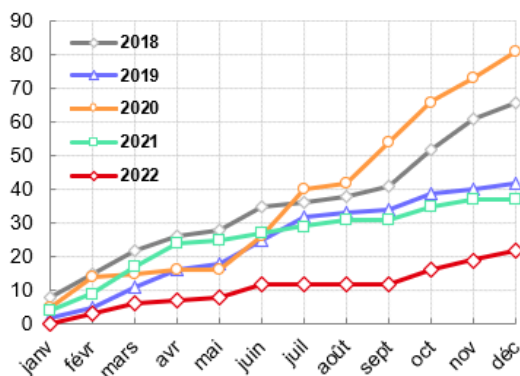
Source : DGEFP-Dares – SI RupCo (données à partir de dec.19) ; SI PSE-RCC (données de jan.18 à dec.19).

Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

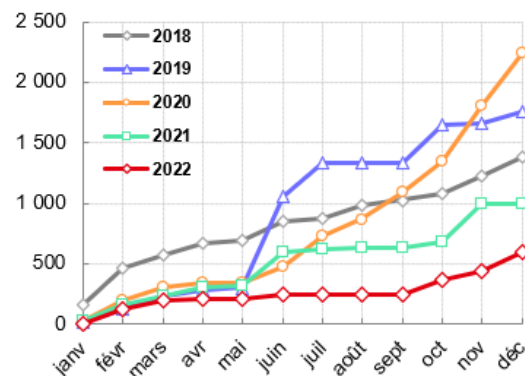
Les ruptures de contrats de travail envisagées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) restent nettement en deçà de leur niveau 2021. Sur l'ensemble de l'année 2022, un peu plus de 600 ruptures de contrats de travail sont envisagées dans le cadre d'un PSE, soit environ 400 de moins qu'en 2021.

### Plan de sauvegarde pour l'emploi

Nombre de dossiers - cumul mensuel



Ruptures de contrat envisagées\* - cumul mensuel



\* Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. S'il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra s'il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.

Source : DGEFP-Dares – SI RupCo (données à partir de dec.19) ; SI PSE-RCC (données de jan.18 à dec.19).

Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

## TOUJOURS PEU DE RECOURS À L'ACTIVITÉ PARTIELLE

Le dispositif d'activité partielle permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité. Au second semestre, le recours à l'activité partielle est faible. Il reste cependant encore relativement élevé dans certains secteurs, comme la fabrication de matériels de transport et la métallurgie, en lien avec les difficultés d'approvisionnement.

## Une consommation d'activité partielle limitée en 2022

	mars-20	oct.-21	nov.-21	déc.-21	janv.-22	févr.-22	mars-22	avr.-22	mai-22	juin-22	juil.-22	août-22	sept.-22	oct.-22 *	nov.-22 *	déc.-22 *
<b>Décisions d'autorisations</b>																
Nombre d'établissements couverts	40 430	1 610	2 083	2 275	2 683	2 191	1 616	1 019	856	806	683	563	588	569	549	525
Heures autorisées	22 532 492	2 355 678	2 324 016	2 672 744	2 615 476	2 502 406	2 753 611	2 110 344	1 913 211	1 867 169	1 611 290	1 703 290	1 741 826	1 889 890	1 878 735	2 193 913
Nombre de salariés couverts	419 153	47 851	48 942	49 997	52 165	50 767	48 017	42 852	40 793	40 694	38 329	36 786	36 173	35 867	34 326	33 288
% salariés couverts / salariés du secteur	44%	5%	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4%	4%	4%	4%	4%	4%	3%	3%
<b>Demandes d'indemnisations</b>																
Nombre d'établissements	36 999	960	1 384	1 835	1 954	1 483	968	545	428	458	314	252	275	256	244	143
Heures indemnisées	11 097 996	419 171	311 651	422 786	345 357	311 536	359 985	220 948	129 830	272 411	101 553	71 584	118 479	94 156	93 652	42 934
Nombre de salariés indemnisés	247 938	13 413	12 003	14 349	12 922	13 155	11 922	9 315	5 418	7 882	4 059	2 878	4 525	3 858	3 726	1 433
% salariés indemnisés / salariés du secteur	26%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
<b>Taux de consommation</b>																
heures indemnisées / heures autorisées	49%	18%	13%	16%	13%	12%	13%	10%	7%	15%	6%	4%	7%	5%	5%	2%

Source : DGEFP-Dares

\*Les données sont provisoires. À partir du mois d'octobre elles sont estimées à partir du SI APART.

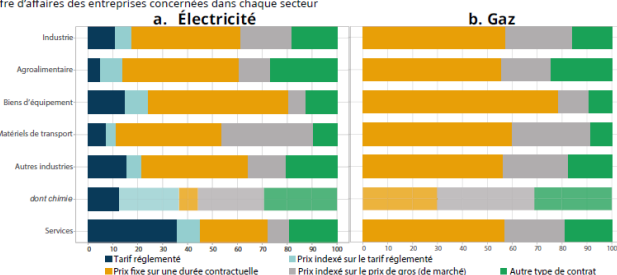
Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

## L'INFLATION PÈSE SUR DES BRANCHES QUI SONT PARTICULIÈREMENT PRÉSENTES DANS LA RÉGION

D'après les enquêtes de conjoncture nationale de l'Insee, l'industrie est particulièrement exposée à l'augmentation des prix de l'énergie<sup>2</sup>. Au sein du secteur manufacturier, certaines branches particulièrement présentes dans la région utilisent beaucoup d'énergie dans leurs processus de production : chimie, papier-carton, métallurgie, fabrication d'autres produits minéraux non métalliques. De plus, l'exposition à cette hausse des prix dépend aussi des modalités des contrats d'approvisionnement au niveau de chaque entreprise. Plus de la moitié des entreprises industrielles françaises interrogées en novembre 2022 apparaissent donc particulièrement exposées à la hausse du prix de l'électricité, soit parce qu'elles disposent d'un contrat à prix fixe sur une durée contractuelle arrivant à échéance fin 2022 ou courant 2023, soit parce qu'elles ont un contrat directement indexé sur le prix de marché. La majorité des entreprises (les deux tiers des entreprises industrielles et le tiers de celles dans les services) déclarent avoir l'intention de répercuter une partie de la hausse

### Type de contrats d'énergie selon le secteur d'activité en fin d'année 2022

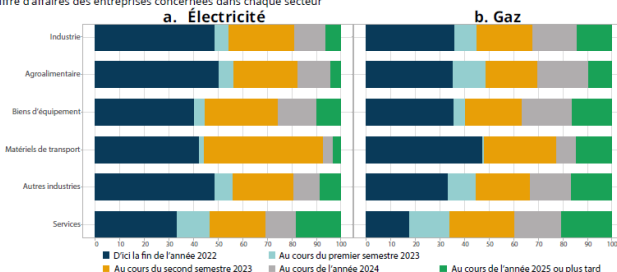
(a) en % du chiffre d'affaires du secteur  
(b) en % du chiffre d'affaires des entreprises concernées dans chaque secteur



(a) Lecture : 11 % des entreprises du secteur de l'industrie déclarent disposer d'un contrat d'électricité au tarif réglementé.  
(b) Lecture : parmi les entreprises du secteur de l'industrie disposant d'un contrat de fourniture de gaz, 57 % déclarent disposer d'un contrat de fourniture de gaz à prix fixe sur une durée contractuelle.  
Note : les résultats sont pondérés par le chiffre d'affaires des entreprises interrogées. Le secteur des services représenté ici n'intègre pas les services de transports ferroviaires et aériens, ces derniers n'étant pas interrogés dans les enquêtes de conjoncture.  
Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans l'industrie et dans les services

### Horizon d'expiration des contrats à prix fixe pluriannuel

(a) en % du chiffre d'affaires du secteur  
(b) en % du chiffre d'affaires des entreprises concernées dans chaque secteur

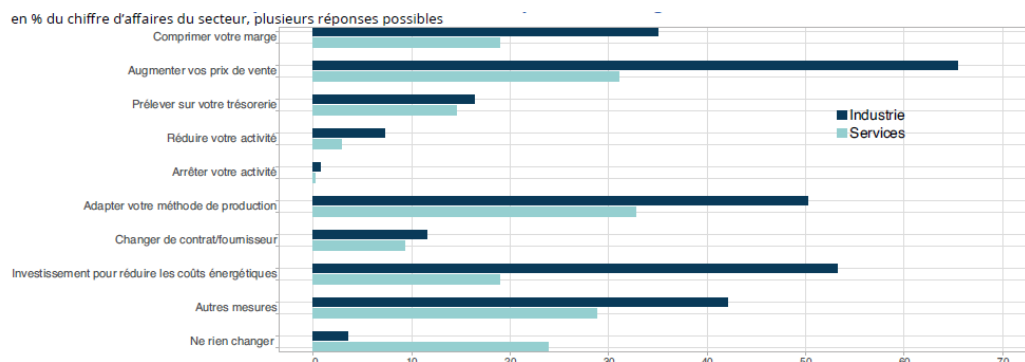


(a) Lecture : 48 % des entreprises du secteur de l'industrie disposent d'un contrat de fourniture d'électricité arrivant à échéance d'ici la fin de l'année 2022.  
(b) Lecture : parmi les entreprises du secteur de l'industrie disposant d'un contrat de fourniture de gaz, 36 % disposent d'un contrat de fourniture de gaz arrivant à échéance d'ici la fin de l'année 2022.  
Note : les résultats sont pondérés par le chiffre d'affaires des entreprises interrogées. Le secteur des services représenté ici n'intègre pas les services de transports ferroviaires et aériens, ces derniers n'étant pas interrogés dans les enquêtes de conjoncture.  
Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans l'industrie et dans les services

- <sup>2</sup> « Les entreprises face à la hausse des prix de l'énergie : des situations et des réactions contrastées », dossier dans la Note de conjoncture nationale de l'Insee de décembre 2022.

des prix énergétiques sur leur prix de vente, ce qui amènerait à une augmentation de 4 % des prix de production dans l'industrie d'après les estimations de l'Insee. Une part importante des entreprises (plus d'un tiers dans l'industrie et un peu moins d'une sur cinq dans les services) envisage de baisser leur marge et seulement une faible proportion diminuerait leur production (8 % dans l'industrie et 3 % dans les services).

### Réaction envisagée par les entreprises pour faire face à la hausse des prix de l'énergie



Lecture : dans l'industrie, plus de 66 % des entreprises prévoient d'augmenter leurs prix de vente.  
 Note : les résultats sont pondérés par le chiffre d'affaires des entreprises interrogées. Le secteur des services représenté ici n'intègre pas les services de transports ferroviaires, ces derniers n'étant pas interrogés dans les enquêtes de conjoncture.  
 Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans l'industrie et dans les services

## ► REPRISE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

### L'EMPLOI SALARIÉ AUGMENTE ET LE TAUX DE CHÔMAGE EST STABLE AU 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2022

4

L'emploi salarié progresse plus vite au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 qu'au trimestre précédent en Bourgogne-Franche-Comté. L'emploi rebondit nettement dans l'intérim ce trimestre. Dans l'industrie, la hausse de l'emploi accélère quelque peu (+0,4 % après +0,2%). Contrairement au trimestre précédent, l'emploi progresse dans tous les secteurs industriels ce trimestre.

Dans la construction et les services marchands hors intérim, l'emploi continue de progresser mais ralentit légèrement.

#### L'emploi et le chômage au T3 2022

T3 2022	Emploi salarié		Taux de chômage	
	Effectifs (en milliers)	évol. trim.	Niveau	évol. trim.
Côte-d'Or	220	0,4%	5,8	0,1
Doubs	200	0,6%	6,7	-0,1
Jura	90	0,1%	5,2	0,1
Nièvre	60	-0,1%	6,9	0,2
Haute-Saône	70	0,4%	6,5	0,0
Saône-et-Loire	190	0,3%	6,4	0,0
Yonne	110	-0,2%	6,8	-0,1
Territoire de Belfort	50	0,5%	8,4	-0,1
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>990</b>	<b>0,3%</b>	<b>6,4</b>	<b>0,0</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>26 740</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,3</b>	<b>-0,1</b>

Sources : Insee, estimations d'emploi. Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté.

Le taux de chômage au sens du BIT est stable au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 dans la région. Il s'élève à 6,4 % de la population active et reste à un niveau très bas.

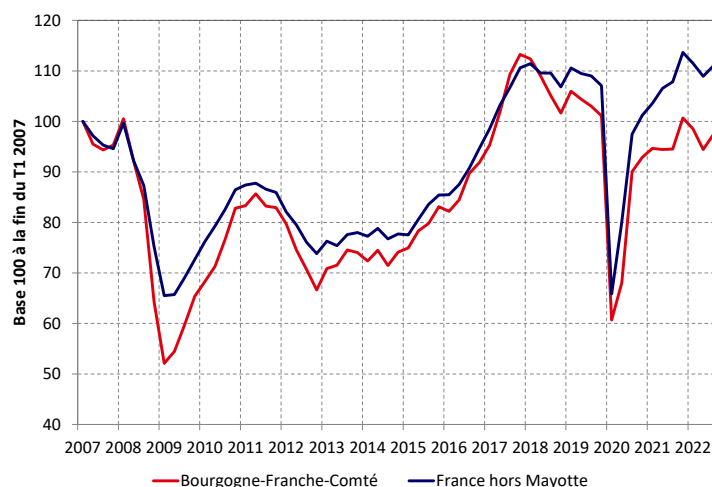
### L'INTÉRIM REPART AU 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2022 <sup>3</sup>

Près de 37 000 intérimaires sont comptabilisés fin septembre 2022 dans les entreprises de travail temporaire de la région. Après avoir baissé au cours du premier semestre, l'emploi intérimaire rebondit au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 : +3,2 %, soit un peu plus de 1 100 intérimaires en plus. Cette hausse ne permet néanmoins pas de compenser le repli des effectifs des deux premiers trimestres de 2022. Au niveau national, le nombre d'intérimaires repart plus modérément (+1,9 %), le repli ayant été moins marqué.

L'emploi intérimaire progresse dans la plupart des départements de la région, à l'exception de la Côte-d'Or, de l'Yonne et du Jura où il diminue légèrement.

Dans le Territoire de Belfort et le Doubs, l'emploi intérimaire augmente très fortement, respectivement +12,3 % et +10,8 %.

Emploi intérimaire en fin de trimestre



Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

Quatre secteurs d'activité contribuent principalement à la hausse de l'emploi intérimaire. L'intérim augmente vigoureusement ce trimestre dans la fabrication de matériels de transport : +13,2 %, soit près de 400 intérimaires en plus. L'emploi intérimaire repart à la hausse dans les transports et l'entreposage (+9,7 %), dans la construction (+6,3 %) et dans une moindre mesure dans la fabrication d'autres produits industriels (+3,1 %).

### LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A RECULE AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2022 <sup>4</sup>

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, la demande d'emploi de catégorie A en Bourgogne-Franche-Comté diminue de 2,4 % sur le trimestre. Elle demeure à des niveaux faibles et continue de baisser sur un an (-6,9 %). La demande d'emploi diminue dans la catégorie B et augmente dans la catégorie C. Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues se replie. La demande d'emploi de catégorie A diminue dans tous les départements à l'exception de Jura où elle augmente de 0,4 %.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

	4e trim. 2021	3e trim. 2022	4e trim. 2022	Variation trimestrielle	Variation annuelle
<b>Demande d'emploi en fin de mois</b>					
catégorie A	108 160	103 200	100 690	✓ -2,4	✓ -6,9
catégorie B	32 820	31 380	31 330	✓ -0,2	✓ -4,5
catégorie C	69 230	65 140	65 740	✗ 0,9	✓ -5,0
Ensemble	210 220	199 720	197 760	✓ -1,0	✓ -5,9
<b>Demande d'emploi des femmes</b>					
catégorie A	51 530	49 420	48 620	✓ -1,6	✓ -5,6
Ensemble	108 040	102 910	101 980	✓ -0,9	✓ -5,6
<b>Demande d'emploi des 15-24 ans</b>					
catégorie A	15 060	14 220	14 190	✓ -0,2	✓ -5,8
Ensemble	28 490	25 840	25 600	✓ -0,9	✓ -10,1
<b>Demande d'emploi des 50 ans et plus</b>					
catégorie A	32 070	30 430	29 470	✓ -3,2	✓ -8,1
Ensemble	57 850	56 240	55 710	✓ -0,9	✓ -3,7
<b>Demande d'emploi de longue durée</b>					
nombre	103 870	93 190	90 620	✓ -2,8	✓ -12,8
poids	49,4%	46,7%	45,8%	✓ -0,9	✓ -3,6

source : STMT Pole emploi DARES, données CVS.

La demande d'emploi de catégorie A baisse plus fortement chez les femmes par rapport aux hommes. Elle diminue dans toutes les tranches d'âge mais cette baisse est plus marquée chez les 50 ans et plus. La demande d'emploi de longue durée continue de baisser.

<sup>3</sup> Pour en savoir plus : « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2023.

<sup>4</sup> Pour en savoir plus : « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, janvier 2023.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### PUBLICATIONS RÉGIONALES :

- « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2023.
- « [Conjoncture de l'emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », Insee, Urssaf et DREETS Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2023.
- « [Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, février 2023.
- « [Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, février 2023.
- « [Fiches territoires](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, février 2023.
- « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, janvier 2023.
- [Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté, Insee \(emploi, chômage, etc.\)](#).
- « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, janvier 2023.

### PUBLICATIONS NATIONALES :

- « [Note de conjoncture nationale de l'Insee](#) », Insee, décembre 2022.
- [Tableau de bord de la conjoncture, Insee \(PIB, emploi, chômage, production, etc.\)](#).
- « [Chiffres du commerce extérieur](#) » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :  
[https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg\\_16.pdf](https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf)